

l'école et la ville

Pour en finir avec la fabrique des garçons

Sylvie Ayrat, Yves Raibaud

19

janvier/mars 2015

PROFESSION
BANLIEUE

d

DANS CE numéro de l'École et la Ville consacré à l'(in)égalité filles-garçons et à la construction des identités sexuées sont réunies les interventions de deux chercheurs :

- Sylvie Ayrat, qui, à partir de la sanction scolaire, analyse les mécanismes sociaux de construction de l'identité masculine ;
- Yves Raibaud, qui étudie la manière dont les loisirs des jeunes et l'usage de la ville fonctionnent comme une fabrique de garçons.

Ces auteurs ont récemment co-dirigé les deux volumes de l'ouvrage *Pour en finir avec la fabrique des garçons*¹ qui met en exergue la manière dont est construite très tôt la distinction de genre² et comment, à l'école, dans leurs loisirs ou au sein de l'espace public, les garçons sont encouragés à adopter certaines attitudes de peur d'être moqués par leurs camarades. Alors, comment en finir avec la fabrique des garçons ? Comment parvenir à offrir aux filles comme aux garçons une palette de choix d'identités et d'activités plus importante ?

¹ Vol. 1, *À l'école* ; vol. 2, *Loisirs, sport, culture*, Maison des sciences de l'homme, 2014.

² Le concept ou la catégorie de genre permet de penser la *construction sociale* des places du masculin et du féminin (les filles aiment le rose, les garçons le bleu) en la distinguant du *donné naturel* que constitue le sexe biologique. Les études universitaires sur le genre (*gender studies*) sont nées aux États-Unis dans les années 1960 parallèlement au développement du féminisme.

Sylvie Ayrat est professeure agrégée, docteure en sciences de l'éducation. Elle est par ailleurs enseignante depuis plus de trente ans, actuellement dans un lycée de la banlieue bordelaise auparavant classé en Zep. En 2011, elle a publié l'ouvrage *La Fabrique des garçons. Sanctions et genre au collège* (Puf - Le Monde).

Yves Raibaud est géographe, maître de conférences habilité à diriger des recherches à l'université de Bordeaux III et membre du laboratoire Aménagement, développement, environnement, santé et sociétés. Spécialiste de la géographie du genre, il a notamment travaillé sur les questions de mixité et de parité dans les loisirs des jeunes et s'intéresse aujourd'hui à la ville dans son ensemble et à la place des femmes et des hommes en son sein.

I – LA SANCTION SCOLAIRE COMME FABRIQUE DE L'IDENTITÉ MASCULINE³

■ Sylvie Ayrat

À l'arrivée au collège, l'appareil disciplinaire de l'institution scolaire est présenté aux élèves. Dès la lecture par le professeur principal du règlement intérieur, l'accent porte sur le chapitre des sanctions et punitions. Les élèves qui entrent en 6^e ne craignent dès lors qu'une chose : se faire punir. Esprits et corps sont façonnés d'emblée pour faire de ces enfants des collégiens soumis, dans un cadre disciplinaire strict.

Dans le cadre de mon travail de thèse⁴, j'ai mené une enquête auprès de cinq collèges de la région bordelaise, aux caractéristiques socio-scolaires volontairement variées : le collège dans lequel j'exerçais à l'époque, un établissement rural de 320 élèves ; un collège privé du centre-ville bordelais à très haut niveau de réussite scolaire ; un collège accueillant environ 60 % d'élèves issus de l'immigration ; un collège de la ceinture bordelaise plutôt favorisé ; et un collège semi-rural à une cinquantaine de kilomètres de Bordeaux.

J'ai procédé à une enquête à la fois quantitative (à partir des registres de sanctions de ces cinq collèges, soit un total de presque 6 000 sanctions et punitions) et qualitative, grâce à des entretiens enregistrés et à des questionnaires écrits réalisés auprès de la communauté éducative – élèves, enseignants, conseillers principaux d'éducation, chefs d'établissement, infirmières scolaires, etc.

Le sexe des sanctions

Les principaux résultats de cette étude mettent en évidence que, tous motifs confondus, 80 % des élèves punis ou sanctionnés sont des garçons. Si l'on se penche ensuite sur la nature des transgressions à l'origine des sanctions, il s'avère que les élèves sanctionnés pour indiscipline ou insolence sont à 83 % des garçons et ceux sanctionnés pour atteinte aux biens et aux personnes des garçons encore pour 92 % d'entre eux. Les garçons sont donc surreprésentés dans les transgressions de nature violente⁵.

Pour une institution qui se proclame égalitaire et prétend traiter de la même façon les garçons et les filles, ce déséquilibre apparaît anormal et demande à être interrogé. Deux clés de lecture sont possibles : soit les garçons font effectivement beaucoup plus de bêtises que les filles – auquel cas il est normal qu'ils soient davantage punis –, soit la répression de l'institution s'exerce majoritairement à l'encontre des garçons, ce qui relève alors d'une injustice.

D'autres chiffres extrêmement déséquilibrés, issus des données de l'académie de Bordeaux, ont enrichi ces constats : – près de 90 % des élèves ayant eu à passer en conseil de discipline ces dernières années sont des garçons ; – 70 % des élèves orientés dans les sections d'enseignement général et profes-

sionnel adapté (Segpa), qui accueillent des élèves présentant des difficultés d'apprentissage graves et durables, sont des garçons ; – 86 % des élèves présents dans les dispositifs « relais », qui accueillent des élèves soit en décrochage grave, soit particulièrement démotivés et présentant parfois des manquements répétés au règlement intérieur, sont des garçons ; – 75 % des élèves décrocheurs sont des garçons.

Les garçons naîtraient-ils avec le gène de l'insolence, de la violence et du décrochage scolaire ? Comment en arrive-t-on à une telle situation ? Quels sont les processus à l'œuvre dans cette asymétrie ? Et est-il possible d'agir sur ces processus de façon éducative ?

Pour répondre à ces questions, il fallait échanger avec les acteurs de la communauté éducative dans une perspective compréhensive, afin de connaître leur interprétation de ces chiffres, comparables dans tous les types d'établissements, quels que soient les milieux sociaux – à de légères inflexions près dues aux politiques et au climat des établissements et au seuil de tolérance des uns et des autres. La proportion est toujours la même : plus de 75 % des sanctions et punitions concernent les garçons.

³ Ce texte est la retranscription, relue et corrigée, d'une intervention orale du 20 mars 2015 ; il conserve certaines caractéristiques de l'oral.

⁴ « La fabrique des garçons : sanctions et genre au collège », sous la direction d'Éric Debarbieux, université de Bordeaux II, 2009. Ce travail interroge l'appareil punitif scolaire qui, stigmatisant les garçons, les consacrerait dans leur identité masculine, construisant ainsi lui-même ce qu'il prétend corriger. Cette thèse est accessible en ligne sur le site www.theses.fr

⁵ Les filles, quant à elles, sont surtout sanctionnées pour retard ou usage du téléphone portable, mais guère plus que les garçons pour ce type de transgressions.

Les représentations des acteurs éducatifs

Les discours des acteurs de la communauté éducative sur ces chiffres sont de différentes natures :

- ils relèvent pour certains de l'essentialisation, renvoyant à la nature, à la biologie : « L'instinct masculin refait toujours surface » ; « C'est une question de gènes ou d'hormones » ; « Les garçons sont naturellement plus turbulents que les filles ». La science peut également être convoquée : « Les études scientifiques prouvent que l'apport d'hormones mâles augmente l'agressivité », entend-on souvent ;
- d'autres tendent à relativiser les chiffres afin d'invalider le sexe comme variable explicative des problèmes de comportement et de le considérer simplement comme susceptible d'aggraver des déterminants sociaux (logique en termes de classes sociales) ou culturels (origines étrangères, ethnicité) : « Ça, c'est dans certaines communautés » ; « C'est chez les gens du voyage », peut-on entendre par exemple ;
- un troisième type de discours, provenant le plus souvent des chefs d'établissement, consiste à nier les données : « De toute façon, ça a complètement évolué, les filles sont de plus en plus violentes⁶, les statistiques sont fausses, il faudrait les refaire » ; ou : « C'est un sujet à la mode, politiquement correct » ;
- un discours extrêmement sexiste apparaît également parfois, aussi bien de la part des hommes que des femmes. Finalement, on admire un peu le comportement des garçons, qui seraient plus

« francs », plus « bruts de décoffrage », mais plus identifiables. Les filles seraient plus malignes, plus tordues, agiraient en douce et se débrouilleraient pour ne pas se faire attraper, mais en feraient tout autant – ce qui reviendrait à dire que les garçons se font systématiquement prendre ? Dans les représentations, considérer que l'indiscipline est naturelle chez les garçons, qu'elle est même souhaitable et fait partie de leur construction identitaire reste bien ancré. La réception, la perception, l'acceptation de la violence ne sont pas les mêmes selon que l'on a en face de soi une fille ou un garçon.

Le point de vue des punis

Les principaux intéressés, les garçons punis, ont également été interrogés. Pour rappel, au sein de l'institution scolaire, le principe de la sanction est soutenu par des idéaux éducatifs : on punit « pour le bien des élèves », parce qu'il s'agit d'en faire les « citoyens de demain ». Le concept de « sanction éducative » suppose que toute sanction doit *élever* l'élève, au sens premier, le restaurer dans une place qu'il aurait perdue, lui faire comprendre la portée de ses actes et lui rappeler le sens et l'utilité de la loi. Pourtant, la réception de ce principe par les garçons révèle un formidable décalage avec ces idéaux, comme le montrent les quelques exemples de réponse qui suivent :

– « D'avoir des punitions ou d'être renvoyé, c'est... [...], ça donne des adrénalines et ça donne des pulsations au cœur [...], donc, ça nous fait quelque chose vraiment de

fort » (un garçon de 5^e). Ce garçon évoque très clairement le plaisir, l'excitation venue du processus de transgression (phénomène que l'on trouve aussi fréquemment chez les petits délinquants) ;

– « Les filles, quand elles sont collées, elles pleurent... Nous, on n'a pas peur de faire des bêtises » (un garçon de 4^e). Il s'agit donc aussi de se démarquer des filles, hiérarchiquement : « On n'est pas des filles ! »

– « On a d'abord un sentiment de fierté, oui, ça y est euh... j'ai... fait chier la prof, si on peut dire. [...] On a un sentiment aussi... oui ben voilà, je deviens de plus en plus fort, maintenant je suis un rebelle » (un garçon de 5^e). Le mot important est « maintenant » : il y a donc un *avant* et un *après* la punition. Celle-ci *consacre* l'accession à un statut considéré comme supérieur chez les pairs (« maintenant, je deviens un petit caïd, le caïd de la cour de récréation, je deviens populaire, je vais me faire respecter »).

Les piliers du « script masculin »

Les recherches sur le genre ont aujourd'hui cinquante ans et ont irrigué l'ensemble des champs disciplinaires, permettant de construire des concepts et des outils de lecture du monde. Car les rapports sociaux de sexe, la hiérarchie entre masculin et féminin le construisent.

En 1976 déjà, le chercheur américain Robert Brannon⁷ décrivait les quatre piliers de ce qu'il appelait le « script masculin » :

– « Sois un chef. » Il s'agit pour l'homme d'entrer dans la

⁶ À ce propos, Sylvie Ayral, prenant appui sur les travaux de la chercheuse Stéphanie Rubi, qui a travaillé sur les bandes de filles (Cf. notamment *Les « Crapuleuses », ces adolescentes déviantes*, Puf, 2005), explique que ce phénomène relève de filles qui se « masculinisent » en adoptant tous les codes des garçons (elles sont en jogging, courent, frappent), mais tout en gardant des accessoires féminins (elles se maquillent). Ces filles font régner la terreur à leur niveau, mais ne s'attaquent jamais aux plus dominants des garçons, s'adressant toujours aux plus faibles et aux plus isolés – et la hiérarchie masculin/féminin demeure.

Ce phénomène reste cependant tout à fait mineur.

⁷ Dans Deborah Sarah David et Robert Brannon, *The Forty-Nine Percent Majority: The male sex role*, Addison-Wesley Pub. Co., 1976. Brannon y décrit les quatre standards de la masculinité américaine traditionnelle.

⁸ Notamment dans *Masculin-Féminin I. La Pensée de la différence*, Odile Jacob, 1996 ; et dans *Masculin-Féminin II. Dissoudre la hiérarchie*, Odile Jacob, 2002. Françoise Héritier, professeure honoraire au Collège de France, ancienne directrice du Laboratoire d'anthropologie sociale, directrice d'étude à l'École des hautes études en sciences sociales, a analysé dans de nombreuses sociétés la façon dont s'élaborent des systèmes de valeurs à partir de la différence des sexes.

⁹ Sylvie Ayrat appuie son propos d'un extrait du film *Récréations*, de Claire Simon, réalisé en 1992, qui s'intéressait aux comportements des enfants dans la cour de récréation d'une école maternelle. Autour de quelques enfants choisis par la réalisatrice se dessinent des rapports de force indiquant qu'à cet âge, beaucoup de comportements sexués sont déjà incorporés. L'extrait projeté par Sylvie Ayrat montre une scène de harcèlement sur un garçon, se déroulant à l'abri du regard des adultes.

¹⁰ En 1984, le ministère des Droits de la femme et celui de l'Éducation nationale signent la première convention pour la promotion de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

¹¹ Sur la morale émergente du *care*, voir également la note 34 page 11.

compétition, de se montrer performant, y compris sexuellement. Si on ne l'est pas, on invente des histoires à raconter aux copains. Il faut être constamment « à la hauteur » ou faire croire qu'on l'est. Cela consiste également à défier l'autorité, à prendre de la distance vis-à-vis des valeurs scolaires. Être bon à l'école, c'est un truc de fille, pas de vrai garçon. D'autant plus que l'autorité pédagogique est incarnée la plupart du temps par des femmes, en particulier en maternelle, même si, plus tard, certaines matières sont à haute valeur ajoutée masculine, comme les mathématiques, le sport, et de manière générale ce qui est scientifique, technologique – tandis que les matières littéraires, les arts plastiques, la musique sont étiquetés au féminin ;

– « Sois un chêne vigoureux. » Ce standard revient à ne jamais « perdre la face ». Les insultes les plus courantes à l'égard des garçons dans les lycées et les collèges les accusent de soumission, de faiblesse ou de couardise. Il s'agit de ne pas se plaindre, de ne pas montrer que l'on a mal, que l'on souffre psychologiquement. Notre petite copine nous quitte, on n'en dort pas de la nuit, on ne mange plus ? Devant les copains, on affiche une indifférence totale. Il s'agit aussi de ne pas montrer que l'on a peur (d'où entre autres les soirées de films *gore* dès l'âge de 10, 12 ans, ou les prises de risque physiques) ;

– « Si tu me cherches, tu me trouves. » Un garçon se doit de réagir, quitte à répondre à son enseignant, pour ne pas être dévalué aux yeux des pairs, être assimilé à un homosexuel ou à une fille. Il faut

montrer sa force au groupe, son agressivité ;

– « On n'est pas des gonzesses. » C'est probablement le pilier le plus important, qui résume pratiquement à lui seul tout le reste. Il s'agit de se démarquer *hiérarchiquement* des filles et des femmes, d'« avoir le dessus » sur elles. Cela implique de faire corps avec le groupe des garçons ou des hommes (la fameuse « fraternité ») et de ne surtout pas considérer les filles et les femmes comme des « pairs » : une femme n'a pas la même valeur qu'un homme – selon la fameuse « valence différentielle » des sexes de Françoise Héritier⁸. Le corollaire direct est la *gayphobie*. Même si l'on n'est pas homosexuel, il ne faut surtout pas que les autres puissent penser qu'on l'est. Ici se rejoignent *gayphobie* et *sexisme*, dans la dévalorisation systématique, le dénigrement, le mépris de tout ce qui est assimilé au féminin, y compris dans la catégorie « garçons ». Certains garçons déploient ainsi une énergie considérable, très tôt et tout au long de la vie, pour se démarquer *hiérarchiquement* des garçons les plus « efféminés », les plus doux, les plus sages, et des filles.

Conséquence : l'injonction à la virilité et à l'hétérosexualité encourage chez les garçons le défi, la transgression, les comportements *gayphobes*, *sexistes* et violents, en tant que performances de genre.

Les rapports sociaux de sexe se construisent extrêmement tôt⁹. La nature n'a pas grand chose à voir là-dedans, car, si la génétique était en cause, tous les garçons et toutes les filles se comporteraient de la même

façon. Toute tentative d'essentialisation des rapports sociaux est rapidement déconstruite, puisqu'il apparaît très clairement des différences au sein des groupes de filles et au sein des groupes de garçons. Chez ces derniers existe une hiérarchie interne : le petit *caïd*, ceux qui lui obéissent, les témoins, la victime. Il s'agit bien de rapports de domination. Dans ces rapports, les filles peuvent elles aussi jouer plus ou moins leur rôle de filles, qui se trouvera par exemple valorisé en aidant le plus fort des garçons, en devenant la copine du « *caïd* ».

Depuis trente ans¹⁰, les filles demeurent le public-cible privilégié de l'Éducation nationale en matière de promotion de l'égalité entre filles et garçons. L'institution essaie, avec bien des difficultés, de les émanciper des déterminismes sexués en les « poussant », en les « hissant » vers les domaines scientifiques, technologiques, etc., qui appartiennent finalement à l'univers masculin. Les filles investissent en revanche massivement les domaines de la médecine, du soin aux autres (le *care*, en anglais¹¹), de la parole, de la relation, tous domaines désinvestis, voire désertés par les garçons.

La virilité en question(s)

Pourquoi cet échec des actions pour l'égalité ? Sans doute parce que les programmes visant à l'égalité entre filles et garçons mis en place à l'école se confrontent, à l'extérieur, à la société civile, où les messages transmis sont exactement contraires à cet objectif. Les hommes restent dominants dans tous les domaines – il n'est qu'à regarder la télévision

ou Internet –, en politique, dans l'entreprise, dans le sport, etc. Du fait de cette contradiction fondamentale, les effets des politiques d'égalité restent extrêmement limités.

En France, un courant masculiniste tend à penser que les hommes seraient victimes des femmes et des avancées féministes : les femmes auraient investi l'ensemble des sphères de pouvoir, les hommes seraient en crise identitaire, ne sauraient plus où est leur place, etc. Toutes les statistiques montrent pourtant clairement que les femmes sont toujours largement minoritaires dans les espaces de pouvoir.

À l'école, les jeunes garçons sont pris dans une injonction paradoxale, en particulier pendant les années de collège, durant lesquelles la puberté vient sexualiser l'ensemble des relations – y compris d'ailleurs la relation pédagogique, qui est aussi une relation sexuée. La norme scolaire leur demande d'être sages, attentifs, polis, ponctuels, etc., alors que la norme de la virilité, portée et validée ou non par les pairs, attend d'eux tout le contraire : défier le professeur, se faire punir, se battre dans la cour de récréation, casser la figure du copain, etc. Or, à 13 ou 14 ans, le regard des autres et l'intégration au groupe des pairs comptent plus que tout et jouent comme une norme puissante.

Mais le rapport à la transgression, à la punition, à la sanction va bien au-delà de l'école. Un parallèle avec ce qu'il en est de la prison pour les garçons, toutes proportions gardées, peut d'ailleurs se dessiner. Le parcours d'un enfant qui se construit dans cette virilité caricaturale, stéréotypée, qui

se passe d'établissement en établissement, au gré des exclusions, pour son implication dans des bagarres ou des insultes, qui se retrouve bientôt, de fait, en décrochage scolaire, peut le conduire jusqu'à la prison, voire jusqu'à la mort (*voir encadré ci-dessus*).

Déconstruire la domination masculine

Dans l'ouvrage en deux tomes qu'Yves Raibaud et moi-même avons codirigé¹², nous montrons qu'il serait temps de penser l'éducation des garçons, non

pas en réplique aux acquis réalisés par les filles et les femmes, mais bien dans une perspective féministe d'égalité *réelle* entre les sexes. On ne pourra pas émanciper la moitié de l'humanité des déterminismes sexués sans émanciper l'autre. Or la construction de l'identité masculine était, jusqu'à très récemment, un angle mort de la recherche scientifique. Continuer à raisonner en terme d'égalité entre *les filles* et *les garçons* c'est perpétuer une vision essentialiste et bicatégorisante du monde en deux blocs dont le fonctionnement interne serait homogène : d'un côté les filles,

LES CHIFFRES DE LA VIRILITÉ EN FRANCE

- 96,5 % de la population pénitentiaire sont des hommes (Insee, 2012¹³).
- 83,6 % des auteurs de crimes conjugaux sont des hommes et la moitié des 16,4 % de femmes meurtrières avaient été victimes des violences de leur conjoint (ministère du Droit des femmes, 2013¹⁴).
- 69 % des tués en voiture sont des hommes, 40 % des femmes tuées sont des passagères (Prévention routière, 2012¹⁵).
- 94 % des tués en deux-roues sont des hommes, les 6 % de femmes restant étant, pour la moitié d'entre elles, passagères (Prévention routière, 2012).
- 74 % des personnes décédées par noyade accidentelle sont des hommes (ministère de l'Intérieur/Institut de veille sanitaire (Invs), 2012¹⁶).
- 88 % des décès traumatiques liés à la pratique sportive (sports extrêmes la plupart du temps) concernent des hommes (Invs, 2010).
- 90 % des 1 500 sportifs décédés de mort subite sont des hommes (Chu de la Pitié-Salpêtrière, 2012).
- 75 % des décès dus à l'alcool concernent des hommes (*European Journal of Health*¹⁷, 2009).
- 82 % des décès dus au tabac concernent des hommes ; même si les femmes rattrapent les hommes concernant ces décès, elles en sont pour l'instant encore loin (Institut Gustave-Roussy, 2010).
- 80 % des personnes décédées par overdose sont des hommes (Insee, 2009).
- 75 % des personnes décédées par suicide sont des hommes (Insee, 2009).

¹² Cf. note 1 page 1.

¹³ Voir également les chiffres clés de l'administration pénitentiaire sur www.justice.gouv.fr/

¹⁴ Voir également les chiffres clés 2014 du ministère des Droits des femmes sur <http://femmes.gouv.fr/>

¹⁵ Voir les statistiques d'accidents sur le site de la Prévention routière : www.preventionroutiere.asso.fr/

¹⁶ Voir le site de l'Institut de veille sanitaire : www.invs.sante.fr

¹⁷ Consultable sur <http://scik.org/>

de l'autre les garçons. Pourtant, au sein de chacune de ces deux catégories, toutes sortes de profils se dessinent. Sans parler de tous ces enfants qui sont entre les deux, que l'école n'envisage même pas...

Il faut arrêter de fabriquer les garçons comme on les fabrique, cesser de produire des dominants et de la domination dans les familles, dans la société civile, mais aussi à l'école et dans toutes les instances de prise en charge de l'enfance et de la jeunesse – les loisirs, le sport, la culture. L'école n'est pas un sanctuaire à l'abri des influences extérieures. Les mécanismes scolaires sont des mécanismes sociaux, car ils sont évidemment traversés par les normes sociales. En l'absence de pensée critique genrée, ils encouragent les enfants de sexe masculin à être dominants, à réprimer peu à peu leurs goûts personnels, leurs émotions, leurs affects, leur relation à eux-mêmes et à autrui. Ces mécanismes sont de trois natures: symbolique, idéologique et politique.

• **Les mécanismes symboliques (la sanction)**

L'actuelle socialisation sexuée des jeunes garçons, quelle que soit leur classe sociale – et même si ses manifestations peuvent varier –, est fondée sur une contradiction fondamentale: les garçons sont prétendument éduqués conformément aux principes d'une société démocratique fondée sur l'égalité des sexes, alors qu'il est attendu d'eux qu'ils se forment à une « masculinité hégémonique », avec les démonstrations permanentes que cela suppose en termes de domination¹⁸.

La sanction incarne ce mécanisme symbolique. Elle est nécessaire, elle protège les plus faibles, institue le rappel à la loi et forme les futurs citoyens. Cependant, telle qu'elle s'applique actuellement à l'école, les trois quarts des punitions sont autant de médailles de virilité venant consacrer l'acte de transgression et se révèlent parfaitement contre-productives¹⁹.

Deuxième exemple symbolique: le recours récurrent au paradigme psychanalytique du « manque de Père » dans le discours des personnels infirmiers et scolaires – selon lequel seul le père, en coupant le cordon ombilical, peut instituer le sujet – ne s'intéresse qu'aux garçons. La famille monoparentale, en réalité la famille mère-fils, est pathologisée, décrite comme une catastrophe psychologique, la mère étant pensée comme incomplète, incompétente pour élever son fils. Dès lors, le rôle de l'institution scolaire est tout tracé: il s'agit de réinjecter du Père, de l'ordre symbolique, de se substituer au père absent et de poser « un cadre » – mot qui revient sans cesse – pour que le garçon – cela n'est jamais dit –, puisse se construire malgré tout. Là encore, il n'est pas question des filles.

• **Les mécanismes idéologiques (l'évaluation, l'orientation, les loisirs)**

Comme la sanction, l'évaluation est sous-tendue par des idéaux éducatifs. Elle donne ou retire de la valeur. Or, tous les travaux de recherche montrent que les modalités d'évaluation des enseignants, bien qu'ils s'en défendent, favorisent les garçons les plus performants.

L'orientation elle aussi mobilise des stéréotypes sur les aptitudes et les propensions « naturelles » respectives des filles et des garçons. Demander à des élèves de 4^e ou de 3^e ce qu'ils aiment revient à entendre les filles dire qu'elles adorent s'occuper des bébés – et garder leur petit frère (elles sont patientes, douces, gentilles, etc.); et les garçons affirmer qu'ils adorent être dehors, jouer au foot, etc. Filles et garçons se doivent d'être conformes à ce que l'on attend d'eux, surtout si la question leur est posée devant toute la classe.

Les travaux d'Yves Raibaud et d'Édith Maruéjols²⁰ mettent par ailleurs en évidence le fait que les trois quarts des dépenses publiques d'équipements destinés aux loisirs des jeunes profitent aux garçons. Toutes les études montrent en outre que, dans la prise en charge périscolaire des enfants, la proportion de filles décroît massivement à partir de la 6^e, ce qui correspond au moment de la puberté. À la puberté, les filles sont donc retirées de l'espace public, elles rentrent à la maison. Les équipements de loisirs d'accès libre comme les skateparks ou les city-stades sont quasi exclusivement occupés par des garçons, de même que les lieux de répétition ou les scènes de musiques amplifiées. Tous ces lieux de construction et de renforcement de l'identité masculine, d'entre-soi masculin, fonctionnent comme des « maisons des hommes²¹ »: le groupe prend en charge collectivement la virilité de chacun.

• **Les mécanismes politiques**

Nous l'avons évoqué, de multiples messages contraires à

¹⁸ Voir le travail de Nicole Mosconi, professeure émérite de l'université de Paris X, spécialiste de sciences de l'éducation, membre du Centre de recherche éducation et formation (Cref), équipe « Genre, savoir, éducation ». Lire notamment l'article « Genre et pratiques scolaires: comment éduquer à l'égalité? », sur www2.ac-lyon.fr/

¹⁹ Se reporter au discours des punis, p. 3.

²⁰ Yves Raibaud et Édith Maruéjols, « Filles/garçons: l'offre de loisirs. Asymétrie des sexes, décrochage des filles et renforcement des stéréotypes », *Diversité. Ville, École, Intégration*, n° 167, janvier 2012, p. 86-91. Voir également le texte de l'intervention d'Yves Raibaud, p. 8.

²¹ Situations et lieux privilégiés d'apprentissage de la virilité et de construction du masculin. Terme utilisé par l'anthropologue Maurice Godelier dans ses travaux sur les Baruya: *La Production des grands hommes. Pouvoir et domination masculine chez les Baruya de Nouvelle-Guinée*, Fayard, 1982.

l'égalité des sexes sont renvoyés par la société civile. Il n'est que de voir la faible place réservée aux femmes dans le domaine du sport, de la culture, des beaux-arts et autres²². L'autorité, la légitimité, l'expertise sont des figures masculines.

On retrouve cette dévalorisation du féminin dans les attaques contre l'homosexualité, la bisexualité, ou la transsexualité. En prison, les viols sont pléthore, révélateurs d'une sexualité de la domination. Les violeurs ne se considèrent jamais comme des homosexuels; il s'agit de punir, d'humilier celui qui est considéré comme féminin.

Dans les formations contre le harcèlement à l'école, on constate que les trois quarts des élèves, de toutes classes, ont connaissance de cas de harcèlements en particulier envers les filles – traitées de « putes » – ou homophobes. En matière de violences conjugales, la grande majorité des élèves connaît également des cas, souvent au sein de sa propre famille. Ces violences sont une réalité quotidienne.

La formation contre le harcèlement que j'organise dans les treize classes de 2^{de} de mon établissement se déroule dans l'indifférence absolue du proviseur. Les actions en ce sens dépendent entièrement de volontés individuelles, elles ne bénéficient de quasiment aucun appui institutionnel. La laïcité en revanche est aujourd'hui largement mise en avant. Les relations masculin-féminin ne constituent-elles pas le cœur de la laïcité? Les rapports sociaux de sexe peuvent-ils être négligés? À quelle

aune mesure-t-on l'engagement laïque et démocratique d'une société? Au cœur de mouvements comme la Manif pour tous ou des courants islamistes radicaux, la domination des hommes sur les femmes est bien vivante, les femmes n'étant valorisées qu'en tant qu'épouses ou mères, jamais en tant que sujets ou femmes.

Une insulte raciste entraîne désormais une réaction. Ce n'est pas le cas lorsqu'il s'agit d'une insulte sexiste ou homophobe, pour la simple raison qu'elle n'est le plus souvent pas perçue comme telle. Ce système hiérarchisant qui a traversé l'histoire est extrêmement puissant. Il est tellement intégré que les femmes sont les premières à le relayer et à exercer un contrôle sur les autres femmes.

De leur côté, les hommes n'ont pas conscience de leurs privilèges et du fait qu'ils sont toujours les bénéficiaires de ces rapports de domination.

Les femmes, qui représentent la moitié de l'humanité, restent considérées comme une minorité. Dans la plupart des pays, elles sont discriminées – et, ici encore, en France, le modèle reste patriarcal, le nom du mari, par exemple, étant toujours donné à la femme. Ne s'intéresser qu'à l'émancipation des femmes ne peut donc suffire. Pour cesser de fabriquer de la domination, influencer sur le cours des choses et parvenir à l'égalité de droit, il faut prendre à l'égard du sexisme et des inégalités de tous types (sociales, salariales, etc.) entre les hommes et les femmes la même posture que celle adoptée à l'égard du racisme.

Combattre la normativité des politiques éducatives sur les questions de genre et de sexualité

Dans le journal *Libération* du 14 janvier 2013, un an avant le boycott de l'Abcd de l'égalité et l'émergence du discours autour de la prétendue théorie du genre à l'école²³, la philosophe espagnole Paul Beatriz Preciado écrivait: « Les défenseurs de l'enfance et de la famille font appel à la figure politique d'un enfant qu'ils construisent, un enfant présumé hétérosexuel et au genre normé. [...] Cette enfance qu'ils prétendent protéger [...] est l'effet d'un dispositif pédagogique redoutable, le lieu de projection de tous les fantasmes, l'alibi qui permet à l'adulte de naturaliser la norme. [...] Nous défendons le droit des enfants à ne pas être considérés comme de futurs producteurs de sperme et de futurs utérus. Nous défendons le droit des enfants à être des subjectivités politiques irréductibles à une identité de genre, de sexe ou de race²⁴. »

De leur côté, Maud Yeuse-Thomas et Karine Espineira, cofondatrices de l'Observatoire des transidentités²⁵, nous révèlent la souffrance des enfants lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels, intersexes, dans une école qui ne les reconnaît pas, qui ne les pense même pas.

Le mouvement de recul sur le programme expérimental qu'était l'Abcd de l'égalité, alors qu'il s'agissait de la simple égalité filles-garçons et de lutte contre l'homophobie, est significatif des difficultés de l'école à assumer son rôle dans cette lutte. Avec le mouvement de la Manif pour tous, l'homophobie et la transphobie

²² Voir encadrés dans le texte d'Yves Raibaud, pages 9 et 15.

²³ L'Abcd de l'égalité était le nom d'un programme d'enseignement visant à lutter contre les stéréotypes de genre. Lancé dans le contexte de débats houleux autour de la loi généralisant le mariage aux personnes de même sexe (promulguée en mai 2013), il fait l'objet de vives contestations de la part de groupes conservateurs français, notamment les associations réunies au sein du collectif Manif pour tous, qui dénoncent un enseignement de « la théorie du genre », laissant entendre par ce vocabulaire qu'une idéologie sous-tend cet enseignement. Le 25 mai 2013, dans le journal *Le Monde*, le sociologue Éric Fassin réaffirme qu'il n'existe pas de « théorie » du genre et que « le genre est un concept ». En tout état de cause, les attaques sont suffisamment violentes pour que la ministre de l'Éducation nationale ne reconduise ni ne généralise l'Abcd de l'égalité en dépit d'un bilan de l'expérimentation jugé positif.

²⁴ Lire l'intégralité de la tribune sur www.liberation.fr/

²⁵ www.observatoire-des-transidentites.com/

qui imprègnent la société française ont refait surface de façon explosive. Le chemin restant à parcourir est considérable.

Pour lutter contre les inégalités de genre et les normativités sexuelles, il n'existe malheureusement pas de recette miracle, ces phénomènes étant profondément ancrés. L'idée de supprimer la mixité à l'école pour résoudre les phénomènes de domination refait surface régulièrement. Mais, dans une école non mixte, les rapports de domination se recréent immédiatement et très tôt, que les classes soient composées uniquement de filles ou uniquement de garçons, comme le film de Claire Simon, *Récréations*, le prouve²⁶.

Du côté des enseignants, le premier des leviers à actionner

est de les inviter à questionner davantage leurs pratiques, à se transformer eux-mêmes en chercheurs, dans leurs établissements : analyser par exemple les registres des sanctions, établir des statistiques sexuées, observer le niveau des transgressions, interroger les actes de violence, les exclusions, etc. Sur la base de ces éléments et des réflexions qu'ils suscitent, il faut ensuite travailler avec les élèves ; car, sans leur implication, aucune démarche de lutte contre la domination ne peut fonctionner. Faire diminuer le nombre des sanctions, faire en sorte qu'il y en ait le moins possible est la base indispensable à toute transformation. À ce sujet, les élèves ont beaucoup à dire et à proposer : ils doivent être acteurs de la démarche.

Pourquoi les enseignants sanctionnent-ils, la plupart du temps ? Parce qu'ils sont épuisés, excédés, et ne parviennent plus à faire leur métier correctement. Le processus est souvent émotionnel, il se joue entre un élève et un enseignant, en classe, donc devant un public à l'égard duquel, pour l'un comme pour l'autre, il s'agit de ne pas perdre la face. L'enseignant, accroché à ce qu'il pense être son autorité, instrumentalise l'appareil de sanctions pour sortir vainqueur du bras de fer. Et gagner quoi ?

L'analyse des pratiques est donc le premier garde-fou. Elle permet de prendre le temps de questionner et de réfléchir, ce qui n'est pratiqué ni dans la formation initiale des enseignants, ni dans le cours de leur carrière. ■

II – LES LOISIRS ET L'ESPACE PUBLIC COMME FABRIQUE DES GARÇONS²⁷

■ Yves Raibaud

Les médias et la famille jouent un rôle important dans la construction des rapports sociaux de sexe et leur domination par le sexe masculin. Mais il existe bien d'autres institutions qui favorisent outrageusement les garçons. Les collectivités locales, l'État, les clubs de sport, les écoles de musique sont également responsables d'une très grande injustice faite aux filles et d'une surconstruction de l'identité masculine.

Trois enquêtes, dont les principaux résultats sont analysés dans les lignes qui suivent, per-

mettent d'illustrer les effets concrets du genre dans la construction de la ville. La première porte sur les loisirs des jeunes, la deuxième sur l'usage de la ville selon le genre, la troisième s'intéresse aux questions de participation.

Espaces publics destinés aux loisirs des jeunes

La première enquête a trait à une recherche en cours menée avec Édith Maruéjols sur les loisirs des jeunes²⁸, sujet auquel cette dernière avait déjà consa-

cré sa thèse²⁹. L'étude s'intéresse aux loisirs des 8-20 ans selon le sexe, l'âge, les pratiques, la régularité et les périodes de fréquentation, sur trois communes de la communauté urbaine de Bordeaux, à partir de cinq champs : le sport, les pratiques artistiques, les pratiques culturelles, la jeunesse, la prévention de la délinquance.

• Le sport : des inégalités marquées

Pour prendre l'exemple du sport, les résultats de l'enquête

²⁶ Cf. note 9 page 4.

²⁷ Ce texte est la retranscription, relue et corrigée, d'une intervention orale du 29 janvier 2015 ; il conserve certaines caractéristiques de l'oral.

²⁸ Édith Maruéjols et Yves Raibaud, 2009-2012, *Mixité, Parité, Genre dans les loisirs des jeunes*, conseil régional d'Aquitaine, conseil général de la Gironde, mairies de Blanquefort et de Cenon, communauté urbaine de Bordeaux, Agence d'urbanisme d'Aquitaine. L'étude a porté sur 40 sections sportives, 3 accueils de loisirs sans hébergement, 6 maisons des jeunes, 3 écoles de danse, 3 écoles de musique, 2 espaces de répétition de musique, 8 autres associations culturelles et artistiques et autres dispositifs de loisirs (ville-vie, vacances). Chaque lieu d'observation a fait l'objet d'une monographie de la fréquentation et de l'usage de ses équipements à destination des 8-20 ans. Un tableau de recueil des données a été créé et harmonisé pour permettre un traitement comparatif. Chaque responsable a été rencontré(e) pour la présentation de l'étude et pour un entretien sur la problématique de la recherche.

indiquent une inégalité des sexes³⁰ marquée. Deux fois plus de garçons que de filles, en particulier, pratiquent une activité sportive, et on compte trois fois plus de licenciés que de licenciées. S'agissant des sports non mixtes, peu de filles pratiquent le football ou le rugby, un peu plus le basket ou le handball. Globalement, dès lors que les activités sportives ne sont pas mixtes, les garçons sont trois fois plus nombreux à pratiquer. Les filles sont largement concentrées sur des activités fortement empreintes de stéréotypes féminins telles que la danse, la gymnastique rythmique et sportive, même si certaines essaient de tracer leur chemin dans des sports dits masculins. Cette répartition est révélatrice des conventions qui servent à l'arrangement des sexes (on ne va pas faire pratiquer la danse à un petit garçon ; et il choisira le football parce qu'il sait que c'est un sport correspondant à ce que l'on attend de lui).

Du fait de l'encadrement, de l'équipement (stades, éclairages, salles de sport, etc.), le coût des sports masculins est supérieur de 30 % en moyenne au coût des sports féminins. Quand une offre municipale publique existe, elle est davantage mixte, accueillant un peu plus de filles qu'en clubs. Mais dans les communes dont l'offre sportive repose entièrement sur des conventions avec des clubs, les moyens alloués aux filles se réduisent à leur portion congrue, la priorité allant toujours à la valorisation des équipes masculines. Il faut ainsi avoir à l'esprit que l'on ne construit pas un grand stade pour tout le monde, on le construit pour 60 000 hommes, ou 59 000 hommes et 1 000 femmes...

• Les animations dédiées aux jeunes

D'une manière générale, au sein de l'offre des espaces jeunesse, on observe que les accueils de loisirs sans hébergement (Alsh), autrefois appelés centres de loisirs, sont à peu près mixtes jusqu'à la sortie de l'école primaire et l'entrée au collège. À partir du Cm1-Cm2, la déperdition commence et les filles deviennent peu à peu moins nombreuses que les garçons. Au tournant de l'âge de 12 ans, c'est-à-dire à l'âge du passage d'un mode de garde (pour les parents) à un loisir de l'enfant, l'accueil en maison de jeunes proposé pour les 10-17 ans, accuse une baisse de fréquentation des filles (-10 %). Ainsi, dès la 6^e, dans les espaces jeunesse (maisons de jeunes, centres d'animation, maisons de quartier), la proportion de garçons est très largement majoritaire, de l'ordre de 65 à 70 %, pour 30 % de filles. En affinant l'observation, il apparaît que ces 30 % de filles viennent pour des activités extrêmement précises, qui leur sont destinées : le cours de danse indienne, celui de danse hip-hop... Dans les maisons de jeunes et les maisons de quartier, on ne voit que des garçons, y compris aux abords des équipements : ils sont là, stationnent, « matent » les filles, font des réflexions. L'effort énorme investi dans l'animation à destination des jeunes profite aux garçons, qui se l'accaparent.

S'agissant de la fréquentation des séjours de vacances, les filles en disparaissent également à partir de l'âge de 13 ou 14 ans. Une analyse transversale de tous les dispositifs ville-vacances réalisée au niveau national en vue de favoriser le

LES CHIFFRES DU SPORT EN FRANCE

- Les femmes représentent 35 % des licenciés, 35 % des sportifs de haut niveau, 20 % des sportifs professionnels, 10 % des entraîneurs nationaux.
- Les sportives de haut niveau sont deux fois moins aidées par le ministère des Sports que les sportifs de haut niveau.
- Un footballeur professionnel est 100 fois plus payé qu'une footballeuse ; un basketteur ou un handballeur 2 fois plus payé qu'une basketteuse ou une handballeuse.

départ en vacances des jeunes des quartiers a montré que, pendant trente ans, les séjours ont été massivement consacrés au départ en vacances des garçons.

L'enquête d'Édith Maruéjols sur les équipements et les espaces publics destinés aux loisirs des jeunes à Bordeaux montre ainsi que les trois quarts des dépenses publiques profitent aux garçons, tous équipements et loisirs confondus. Le même travail est en cours sur Angers, Toulouse et la région parisienne. Dès que l'on prend le prisme du *gender budgeting* [Cf. *encadré p. 14*], c'est-à-dire une approche budgétaire des inégalités femmes-hommes, il ressort que les moyens publics alloués aux loisirs des jeunes sont massivement destinés aux garçons. Sont pourtant intégrées dans l'analyse de ces budgets l'école de danse, la médiathèque, etc., c'est-à-dire des lieux où les filles sont majoritaires. Malgré

²⁹ Le résumé de la thèse « Mixité, égalité et genre dans les espaces du loisir des jeunes : pertinence d'un paradigme féministe », d'Édith Maruéjols, est consultable sur www.theses.fr/ ; lire également Yves Raibaud et Édith Maruéjols, « Filles/garçons : l'offre de loisirs. Asymétrie des sexes, décrochage des filles et renforcement des stéréotypes », in *Diversité. Ville, École, Intégration*, n° 167, janvier 2012, p. 86-91.

³⁰ L'égalité s'entend au sens de l'égal traitement. Elle n'est pas l'interchangeabilité, ni même l'égalité en tous points entre les êtres humains, mais la possibilité d'être considéré(e) dans l'ensemble des champs de la vie humaine (professionnel, social, domestique, politique...), d'accéder à l'ensemble de l'offre sociétale en dehors de toute considération liée à la naissance biologique femme ou homme et de tout stéréotype assigné à cette naissance. De ce point de vue, la non-mixité renforce les inégalités.

tout, le constat de l'inégalité des budgets demeure.

Autre élément extrêmement intéressant mis en évidence dans l'étude menée par Édith Maruéjols : le décrochage massif des filles des lieux de loisirs à partir de la 6^e. Les filles fréquentent les loisirs jusqu'à la fin de l'école primaire, mais, à partir de la 6^e, elles sont considérées comme plus mûres, plus grandes, et sont censées avoir moins besoin de sortir. En outre, dès lors qu'elles sont autonomes pour se rendre sur les lieux de leurs loisirs préférés, les risques pour elles dans la ville apparaissent (en hiver, la nuit tombant tôt, on ne les laisse pas traverser la ville pour rejoindre leur club de basket, par exemple). Ces obstacles cumulés mettent une pression sur les filles qui ne sont pas encouragées à poursuivre ces activités. Souvent, la responsabilité de ce décrochage leur est attribuée : elles font de l'autocensure, elles n'ont plus envie d'aller au sport, c'est la puberté, etc. Leur comportement est naturalisé. Cependant, là où des actions spécifiques sont menées à leur intention, elles se rendent en nombre au club de rugby, au hip-hop, à l'école de musique. Si le lieu de répétition des musiques amplifiées est au centre-ville, dans une école de musique bien éclairée, elles viennent jouer du rock avec les garçons. Ce qui est attribué aux filles comme étant un retrait de la sphère publique et de l'autocensure est en réalité également construit mécaniquement par un effort de la collectivité pensé trois fois plus pour les garçons, en oubliant les filles.

Dernier élément à retenir de cette étude : les équipements de loisirs sportifs d'accès libre

(*skateparks, city-stades*) sont exclusivement occupés par les garçons. Aujourd'hui par exemple, on considère qu'il n'est pas possible de construire un habitat collectif dans un quartier sans aménager systématiquement dans l'espace public un *skatepark* ou un *city-stade*. Or il n'y aura jamais une fille sur ces équipements – et les garçons prolongeront ainsi leur domination sur les espaces publics. Cette conception de la ville induit que les garçons ont besoin d'être encadrés, encouragés à être ensemble, qu'il faut canaliser leur violence dans des activités sportives positives pour éviter qu'ils ne fassent des bêtises. La surconstruction d'équipements qui institutionnalisent la présence des garçons dans les espaces publics se poursuit donc. La même chose a lieu concernant la pratique de la musique. Au moment où filles et garçons décrochent des écoles de musique, la proposition alternative faite aux adolescents est toujours centrée sur le rock, la techno, les musiques actuelles, et donc nettement orientée vers les garçons. Ceux-ci s'emparent en outre du côté technique de la proposition, ayant bien repéré qu'il s'agit de *leur* musique. Très rapidement, les locaux de répétition des musiques actuelles ou des cultures urbaines en général sont accaparés par les garçons ; il devient pratiquement impossible aux filles, à quelques exceptions près, d'y participer.

Ces lieux uniquement masculins fonctionnent comme des « maisons des hommes³¹ », comme le sont les clubs de pétanque, les cercles politiques, la franc-maçonnerie, etc., soit des lieux de l'entre-soi masculin basés sur la compétition, la fraternité

(ou la fraternisation), mais aussi sur un certain folklore. C'est ce que nous avons observé avec certains étudiants rockeurs ou skateurs jouant pour les enquêtes le rôle d'informateurs « indigènes ». Dans leurs conversations enregistrées, les termes sexistes et homophobes sont dominants : il s'agit de prouver que l'on n'est pas une « tapette » ou un « pédé », les femmes sont « bonnes » à consommer, etc. Autant d'éléments du folklore commun de ces « maisons des hommes » où l'objectif est la compétition entre hommes d'où émergera le *leader* viril et dominant du groupe.

Pour conclure sur ce champ des loisirs, notons qu'il n'est pas question ici de la publicité, des jeux proposés dans les supermarchés ou des fêtes de famille, mais de l'espace public. De ce point de vue, le libéralisme a certes des inconvénients, mais aussi des avantages, par la grande souplesse sociale qu'il permet. À la télévision, par exemple, il existe maintenant des séries dont les personnages principaux sont des *gays* et des lesbiennes, ou dont les rôles parentaux sont reconsidérés. En revanche, dans le même temps, l'argent public et les institutions publiques favorisent trois fois plus les garçons que les filles. Ayons donc à l'esprit que ce ne sont pas seulement les « cultures » qui organisent la ségrégation hommes-femmes et le rôle dominant des garçons, mais également nos impôts.

Usage de la ville par le genre³²

La place des femmes et des hommes dans la ville est éclairée par une étude, « L'usage

³¹ Voir, dans l'intervention de Sylvie Ayrat, la note 21 page 6.

³² Lire Yves Raibaud, « Durable mais inégalitaire : la ville », in « Le genre et la ville », Travail, Genre et Sociétés, n° 33, 2015 (1), p. 29-47.

de la ville par le genre », co-produite par l'agence d'urbanisme de Bordeaux métropole Aquitaine (A'Urba) pour la communauté urbaine de Bordeaux³³.

Un certain nombre d'éléments de cadrage statistique montrent que les femmes font les trois quarts des tâches domestiques et accompagnent les enfants à l'école, chez l'orthophoniste, à l'école de musique, aux réunions des conseils de parents d'élèves, etc. Ce sont elles également qui accompagnent les personnes âgées à l'hôpital. L'assignation des femmes aux travaux du *care*³⁴, pour lesquels elles sont considérées comme douées, semblant avoir dans leurs gènes la capacité de s'occuper de tous les enfants en bas-âge et de tous les malades du monde, est donc persistante. Ce que les femmes font gratuitement, qui plus est !

Les femmes ont par ailleurs toujours des salaires inférieurs aux hommes, de 20 % en moyenne, à qualification égale, et participent en outre très peu à la vie politique. Sur l'ensemble des 34 vice-présidents de la communauté urbaine de Bordeaux au moment de l'étude, seuls 7 étaient des femmes. À Paris, le maire est une femme, mais c'est l'arbre qui cache la forêt ; car, en dépit de la loi sur la parité, seuls 14 % des maires de France sont des femmes. De même, aucun des architectes ou urbanistes qui construisent la future agglomération de Bordeaux n'est une femme³⁵. L'étude a en effet montré que les directeurs de l'équipement et les élus chargés de l'urbanisme étaient tous des hommes, sans exception. D'une manière générale, si certaines professions ce sont largement transformées de ce point de

vue, comme celles des avocats ou des médecins, l'urbanisme est encore marqué par cette domination des hommes qui imprègne la ville.

L'étude a également mis en évidence le fait que les femmes ont en outre une moins grande emprise spatiale sur la ville, qu'elles y occupent moins d'espace. Elles circulent davantage, du fait des accompagnements, des courses, mais ont des circuits plus restreints. Il existe d'ailleurs de nombreux endroits où elles ne circulent pas du tout. Car leur circulation est contrainte par la peur, la très grande majorité des femmes ressentant cette peur de la ville en particulier la nuit. La ville la nuit est pour elles le lieu d'une insécurité forte, et elles adaptent leur comportement en conséquence. Dans les groupes focus³⁶ portant sur le harcèlement des étudiantes à Bordeaux, les femmes, y compris celles qui n'ont pas peur de la ville la nuit, disent mettre en place des stratégies : s'habiller d'une manière spécifique, préparer son itinéraire, choisir tel moyen de transport plutôt que tel autre, mettre en place des réflexes d'auto-défense (porter des écouteurs sur les oreilles pour éviter les réflexions, faire semblant de téléphoner, etc.).

Trois enquêtes microgéographiques, toujours réalisées à Bordeaux, ont étayé les observations de cette étude : dans le quartier de Paludate, quartier étudiant festif, dans le quartier de la Porte de Bourgogne, nœud de circulation situé en bordure des quais, et dans le parc public réaménagé de Fongravey. À titre d'exemple, dans le quartier de Paludate, l'enquête montre que les filles qui fréquentent les boîtes de nuit

sont rassurées par la présence des videurs. Mais une fois la fête finie, lorsqu'elles ressortent dans la rue, il n'y a plus de bus, plus d'éclairage. Ne restent que des « rôdeurs » qui les suivent si elles ne rentrent pas en groupe ou ne prennent pas un taxi collectif. Évoquer cela avec les élus, c'est s'entendre rétorquer que ce ne sont pas eux qui encouragent les filles à être dehors en ville à 4 heures du matin. L'évidence veut que la ville soit faite pour les hommes, y compris pour faire la fête ; si des filles sont dehors la nuit, c'est qu'elles cherchent l'aventure ou sont potentiellement des prostituées.

Toutes les études révèlent ces peurs nocturnes des femmes et l'asymétrie existant entre hommes et femmes dans l'occupation de l'espace urbain. Les hommes sont certes eux aussi victimes de la ville, ils sont souvent agressés ; mais ils peuvent y rester, y stationner sans être abordés.

Cette ville traditionnellement construite par et pour les hommes, cette ville androcentrique n'est pas seulement construite ainsi culturellement, mais bien, de façon permanente, par des fonds publics qui encouragent la domination des garçons et font pression sur les filles pour qu'elles ne soient pas à l'extérieur en dehors des activités qui leur reviennent. Dès très jeunes, l'immense majorité des filles aura ainsi pris l'habitude du retrait et aura surtout appris le danger et la peur de la ville.

Le harcèlement de rue n'est pas une anecdote, c'est un phénomène massif et structurel d'un système qui fait de la rue

³³ Initiée en 2010, cette étude proposait de mieux comprendre l'usage de la ville par le genre en déconstruisant notamment les représentations collectives qui présupposent que les usages urbains sont généralement mixtes et peu différenciés entre hommes et femmes. Le filtre du genre a ainsi été appliqué à l'étude statistique de la population, à l'écoute d'un panel de femmes et à la description de sites urbains. Le rapport d'étude a été publié le 30 juin 2011 et est téléchargeable sur www.aurba.org/

³⁴ L'éthique de la sollicitude et du soin (*care*) est un courant de recherche qui se traduit peu à peu en nouvelle norme morale mêlant attention, responsabilité, prévenance, entraide.

³⁵ Même si la profession se féminise et si les femmes peuvent être présentes dans d'autres agglomérations, elles restent toujours extrêmement minoritaires.

• • • Note 36 page suivante.

l'espace des hommes et leur donne comme un droit sur le corps des femmes dans l'espace public, ou un droit à les importuner impunément. Nous sommes encore dans un système patriarcal selon lequel les femmes n'ont pas à être dans la rue autrement que pour circuler, à moins d'y être pour faire joli ou d'être des proies potentielles. Ce retrait imposé de l'espace public est une assignation à un espace privé intérieur qui les destine à s'occuper de tout ce que les hommes ne veulent pas faire.

La prise de pouvoir par les hommes dans la rue est valorisée (graffer, taguer, uriner, cracher). Dès leur plus jeune âge, les garçons savent qu'ils peuvent accaparer la cour de récréation pour jouer au ballon et lâcher leur corps dans la ville, prendre leur place dans les transports collectifs en s'asseyant les jambes écartées, etc. Toute une présence corporelle, physique, des hommes dans la rue est l'objet d'un apprentissage. À l'inverse, sur le trottoir, les filles apprennent à laisser passer l'homme qui arrive en face d'elles.

Parallèlement, la norme ne permet pas aux hommes d'apparaître autrement que comme des hommes dans la ville. Elle pèse sur ceux qui se tiendraient par la main dans la rue, par exemple, ou ont simplement l'air un peu efféminés et n'entrent pas dans la catégorie des « dominants ». La persistance des agressions homophobes, marquée par une augmentation très sensible en 2013-2014, le prouve, ainsi que les agressions de femmes qui n'adopteraient pas un comportement strictement normé les rendant le plus invisibles possible.

La participation : une affaire d'hommes

De grandes opérations de participation sur la question des mobilités urbaines ont été organisées il y a quelques années à Bordeaux, en particulier en 2012 lors du Grenelle des mobilités³⁷, qui a proposé une série de réunions publiques pilotées par l'agence d'urbanisme A-Urba et les élus de la communauté urbaine de Bordeaux pour débattre des schémas de mobilité urbaine des vingt prochaines années dans

une perspective durable. Lors de ces réunions, un comptage des présences et des temps de parole a été réalisé sur six ateliers (environ 40 personnes) et trois réunions plénières (entre 100 et 200 personnes). Ce comptage a révélé qu'il y avait 75 % d'hommes dans la salle, que 85 % des animateurs d'atelier étaient des hommes, que 100 % des experts étaient des hommes et que 90 % du temps de parole étaient occupés par les hommes. Non seulement la parole n'est pas donnée aux femmes, mais elles n'intervien-

³⁶ Un groupe focus ou *focus group* est utilisé pour les études de type qualitatif en partant de l'analyse des réactions, sentiments ou attitudes à l'égard d'un sujet déterminé d'un groupe spécifique – culturel, sociétal ou idéologique. Dans les groupes focus de l'étude « L'usage de la ville par le genre », les femmes ont été sondées dans leurs pratiques urbaines corrélées à leurs vies professionnelles et familiales, leurs modes de consommation, leurs accès aux loisirs et aux équipements et leur mobilité quotidienne. La méthode de constitution et d'animation des groupes est décrite pages 53 à 55 du rapport d'étude précité.

³⁷ *Rapport Grenelle des mobilités*, pour la communauté urbaine de Bordeaux et A-Urba, octobre 2012, consultable sur <http://participation.bordeaux-metropole.fr/>; lire aussi « Quand les femmes reprennent la ville », *Slate*, 31 mars 2015 – www.slate.fr/story/

BORDEAUX, GRENELLE DES MOBILITÉS

Atelier de synthèse du 26 juin 2012

LES CHIFFRES

- 111 participants (89 hommes et 22 femmes);
5 hommes à la tribune (1 président et 4 rapporteurs d'atelier).
- Nombre d'interventions : 39 d'hommes et 7 de femmes.
- Temps de parole moyen, hors rapporteurs :
4 minutes pour les hommes, 2,5 pour les femmes.
- Temps de parole total : 3 heures 23 pour les hommes,
17 minutes pour les femmes.

LES OBSERVATIONS

- Difficile pour les femmes de s'imposer : à 11 reprises, interventions « sauvages » (hommes qui coupent la parole).
- Les femmes invisibles : à 5 reprises dans l'après-midi, des femmes lèvent la main sans que le président leur donne la parole.
- « Trop long ! » : à 15 h 27, une représentante de la Fcpe fait une intervention sur l'accompagnement des enfants à l'école (4 minutes dans le brouhaha, personne n'écoute). Le président lui demande d'abrégier son propos car c'est l'heure de la pause.
- « Hors propos » : à 16 h 30, une femme parle des difficultés des femmes de milieu rural qui travaillent en ville. Le président l'interrompt en lui faisant remarquer que c'est « hors propos ».
- « L'intérêt général avant tout ! » : à 17 h 15, une femme parle des problèmes d'accompagnement des personnes âgées qui habitent près de chez elle. Un rapporteur d'atelier l'interrompt au prétexte que l'on ne peut pas prendre en compte tous les cas particuliers : il s'agit de débattre de « l'intérêt général ».

nent pas. Et si elles interviennent et qu'elles évoquent des sujets ayant trait à leur condition féminine dans la ville, elles font l'objet de railleries : ces thématiques n'intéressent pas, font sourire et sont dénigrées comme n'étant pas des sujets d'intérêt général.

Dans le cadre de ces opérations de participation, l'analyse de la manière dont la parole des femmes est sans cesse disqualifiée révèle que les méthodes de la communauté des hommes consistent à couper la parole, à ne pas lever la main et à intervenir directement, à faire des entre-soi, etc. Autant de techniques d'occupation de l'espace public, y compris dans le débat, qui éliminent systématiquement les femmes, déjà minoritaires dans ce type de concertation.

De ce fait, au Grenelle des mobilités, qui avait vu s'exprimer essentiellement des hommes, a été votée avec un grand enthousiasme une clause de consensus qui consistait à dire que, pour en finir avec les embouteillages, on irait à pied à l'école – sachant que ce sont à 75 % les femmes qui accompagnent les enfants à l'école – et on utiliserait davantage le vélo et les deux-roues motorisés – les enquêtes montrant que ce sont des pratiques massivement masculines –, on développerait le covoiturage – alors que les femmes disent que leur emploi du temps ne le leur permet pas et qu'elles ont besoin de leur voiture.

Des idées avaient également émergé pour optimiser les centres commerciaux périphériques grâce à des parkings-relais concentrant plusieurs services et permettant aux femmes, dans

un même lieu, de faire les courses, d'aller au pressing, de déposer les enfants à la crèche, puis de prendre le métro pour aller au travail. Là encore, ce sont des propositions masculines qui consistent à rationaliser le temps et le travail des femmes sans poser la question de l'inégalité des tâches dans la ville entre les femmes et les hommes.

Ces propositions positives en vue d'une ville radieuse, durable, qui se préoccupe du réchauffement climatique, de la pollution et des embouteillages, et qui promettent une ville douce, récréative, verte, cette *slow attitude* qui offre de flâner et d'avoir du plaisir dans la ville sont fantasmées par les hommes. Elles vont à l'encontre des contraintes de rythme imposées aux femmes parce que ces dernières n'y ont pas contribué.

L'approche de la ville par le genre met ainsi en avant non pas une réelle dangerosité de la ville pour les femmes, mais la dangerosité d'une forme de « masculinité hégémonique » sur la ville. On pense canaliser la violence dans des espaces publics tels que les stades, mais c'est l'inverse qui se produit, ces lieux renforçant les incivilités masculines. En ce sens, toute initiative publique qui tend à prolonger les espaces dominants où les hommes font régner la loi revient à empêcher l'appropriation de la ville par les femmes. Le mythe de la canalisation de l'énergie de la jeunesse dans des activités sportives et culturelles est un leurre. Cette ville occupée massivement par des espaces publics masculins dans lesquels le retrait des femmes est programmé par l'absence de moyens alloués

aux activités qui les intéressent consacre également la rue comme espace occupé par les mâles, dominants, et harcelant les femmes.

Textes et outils pour agir

Plusieurs textes de référence sur l'égalité entre femmes et hommes existent :

- La charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale³⁸, de 2006, du Conseil des communes et régions d'Europe (Ccre), qui a été signée par un grand nombre de villes françaises ;
- Le rapport à Mme la ministre des Droits des femmes (Najat Vallaud-Belkacem à l'époque), *Égalité femmes-hommes dans les territoires : état des lieux des bonnes pratiques dans les collectivités locales et propositions pour les généraliser*³⁹, de Vincent Feltesse, de juillet 2013 ;
- La loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;
- Le cadre de référence « Égalité femmes-hommes » dans les contrats de ville de nouvelle génération, du Commissariat général à l'égalité des territoires (Cget), de septembre 2014⁴⁰.

Des outils sont également disponibles :

- Le bilan social sexué ou genré des collectivités. Tous les deux ans, les collectivités locales doivent établir et présenter devant leur comité technique un rapport sur l'état de la collectivité, statistiques à

³⁸ À télécharger sur www.afccre.org/

³⁹ À télécharger sur <http://femmes.gouv.fr/>

⁴⁰ À télécharger sur www.ville.gouv.fr/

l'appui, qui prévoit un chapitre sur l'égalité femmes-hommes;

- **Les *gender budgeting* et *gender management*.** Les animateurs de sport interviewés dans le cadre de nos enquêtes sur les inégalités de traitement entre filles et garçons répondent: « Comment voulez-vous qu'on s'en tire? On n'a déjà pas assez de terrains pour les garçons! Il faudrait en plus qu'on en ait pour les filles! » De même, les animateurs de la politique de la ville en villages ville-vie-vacances affirment: « Depuis trente ans, on ne nous a jamais demandé de nous occuper des filles! On s'est toujours occupé des garçons ». Faire apparaître les inégalités des budgets (celui de la municipalité, celui dédié à tel ou tel quartier, ou celui d'une association) consacrés aux filles et aux garçons (somme moyenne par fille et par garçon) permet de réelles avancées. Le *gender budgeting* est un outil positif pour créer des politiques nouvelles. Observer un phénomène, c'est déjà le transformer. Faire valoir, publiciser, peut donner à des élus l'envie de faire un pas;
- **Les marches exploratoires soutenues par l'Acse et les initiatives citoyennes dans la ville.** Ce sont notamment les approches proposées par les ateliers « Même pas peur » de l'association Genre et Ville, cofondée par la socio-ethnologue Chris Blache⁴¹;
- Enfin, dernier exemple d'outil, **l'approche genre et ville par la cartographie critique sur Internet.** Nous menons actuellement avec des étudiants des sondages Facebook ou Google. Nous avons d'ores et déjà obtenu cinq cents réponses

qui nous renseignent sur les lieux de la ville où il y a eu des incidents, les endroits considérés comme sûrs, pas sûrs. En matière de harcèlement de rue, ces cartes sont très parlantes; elles peuvent servir à aller voir les élus de quartier et à entamer la dis-

cussion sur ce que l'on peut faire pour ce quartier peu sûr: installer de l'éclairage? de la police? mettre en place une campagne de communication pour améliorer l'esprit de civilité des garçons? Là encore, faire apparaître le phénomène est déjà un début de solution.

LE « GENDER BUDGETING ».

Exemples

Le conseil départemental de la Gironde a établi une convention qui prévoit d'attribuer désormais une prime aux associations proposant des progressions pour les activités féminines qu'elles proposent.

Cette « clause budgétaire d'égalité » est passée sans dureté, avec pédagogie. Il s'est agi pour les associations de fournir des statistiques sexuées de plus en plus détaillées. Nous avons travaillé avec le département sur ces statistiques qui ne concernent pas seulement le nombre d'adhérents filles et garçons, mais aussi les heures de présence des unes et des autres, les taux d'encadrement, la mise à disposition de locaux, etc. Des clauses de ce type sont théoriquement prévues aujourd'hui par la Caf et par la politique de la ville.

Deux autres communes ont par ailleurs été pilotes sur ce sujet : Ramonville, près de Toulouse, et Blanquefort, en Gironde. Pour ces deux communes périphériques, le seul fait de mettre en place une observation statistique a rapidement porté ses fruits.

À Blanquefort,

l'ensemble de la proposition musiques amplifiées a été reconsidéré : le local a été rapproché du centre-ville, ce qui a permis aux filles de venir faire du rock avec les garçons sans plus avoir à traverser un bois sombre pour se rendre dans un ancien blockhaus aménagé sommairement. Dans cette ville, l'appui de statistiques a permis également la mise en œuvre d'un projet de parité dans le sport, avec l'élection de femmes dirigeantes de clubs sportifs, puis par une incitation forte de la commune à développer les sections féminines.

Dans la commune de Ramonville, une expérience très intéressante sur le football féminin a également été réalisée, avec les mêmes effets.

Autre exemple, le travail en cours à Bordeaux, porté politiquement par l'adjointe au maire, pour l'élaboration d'un observatoire de l'égalité filles-garçons dans le sport, dont le point de départ est une enquête chiffrée. Dès lors que cet outil sera opérationnel, le changement sera possible.

⁴¹ On peut découvrir un exemple d'atelier « Même pas peur » sur www.genre-et-ville.org/

Conclusion

Les hommes doivent changer. Les circonstances atténuantes qui sont parfois brandies – c'est un chômeur, un homme d'affaires qui dort dans un hôtel différent chaque soir, il était saoul en sortant du stade... – ne tiennent pas. Ce sont des problèmes de masculinité générale, et il n'y a pas d'excuses à chercher dans la profession, la classe sociale, l'ethnicité ou quoi que ce soit d'autre.

C'est pour cette raison que Sylvie Ayral et moi-même avons appelé notre ouvrage *La Fabrique des garçons* ; parce que nous pensons qu'il faut éduquer nos garçons de façon différente, de manière à ce qu'ils soient doux, civilisés, aimables. Ils peuvent parfaitement se passionner pour la musique, la danse, avoir un grand plaisir à partir en séjour avec des filles quand ils sont adolescents. Dans l'éducation populaire, les ressources de la mixité sont connues depuis longtemps.

Dans le dernier chapitre du deuxième tome de *La Fabrique des garçons*, les articles montrent comment, dans les centres de loisirs, le temps libre des enfants, hors compétition, hors notation, peut être un temps pour traverser une frontière de genre et avoir des expériences multiples enrichissantes pour les individus. À l'inverse, la scolarisation de plus en plus organisée du temps de loisirs est préjudiciable à la rencontre garçons-filles et à la mixité.

Les enseignants, les animateurs socioculturels ou les responsables de la politique de la ville peuvent donc agir : en faisant chanter et danser les garçons, en permettant aux filles de jouer

au ballon ou au contraire en organisant des journées sans ballon pour reconfigurer quelque temps l'espace de la cour de récréation. Avec les moyens très importants de l'argent public, on peut réellement parvenir à une égalité.

Sylvie Ayral et moi-même pensons que travailler sur l'éducation des filles ou cibler les femmes dans les politiques d'égalité femmes-hommes n'est pas la question prioritaire. C'est sur l'éducation des garçons qu'il faut se pencher, pour éviter qu'ils soient atteints par cette sorte de surenchère de la virilité. Notre démarche est donc de penser le masculin dans une perspective féministe. L'égalité femmes-hommes peut en outre participer également à l'égalité des classes sociales, à l'égalité tout court. C'est un principe républicain. ■

LES CHIFFRES DE LA CULTURE EN FRANCE

- **MUSIQUE**
99 % des opéras,
95 % des lieux de concert,
89 % des institutions musicales sont dirigés par des hommes;
97 % des musiques programmées dans les salles ont été composées par les hommes.
- **THÉÂTRE**
84 % des théâtres financés par l'État sont dirigés par les hommes, 85 % des textes joués ont été écrits par des hommes, 78 % des mises en scène sont réalisées par des hommes.
- **ARTS PLASTIQUES**
83 % des artistes exposés au Centre Pompidou, à Paris, sont des hommes.
- **CINÉMA**
1 seule palme d'or féminine à Cannes, en 1993, pour Jane Campion (mais *ex-æquo* avec le réalisateur chinois Chen Kaige).
- **LITTÉRATURE**
Goncourt masculins 91 %, Nobel masculins 89 %.
- **DANSE (l'exception ?)**
90 % de pratiques féminines ; mais 57 % de chorégraphes hommes.

POUR ALLER PLUS LOIN.

Publications disponibles à Profession Banlieue

- 2011 – *Orientation scolaire et discrimination. Quand les différences de sexe masquent les inégalités*, VOUILLOT Françoise, La Documentation française.
- 2010 – *Filles-garçons. Éducation à l'égalité ou transmission de stéréotypes sexistes?*, MOSCONI Nicole, Profession Banlieue, coll. L'École et la Ville, n° 4.
- 2010 – *Quelle place pour les jeunes filles en prévention spécialisée? Étude auprès de deux équipes de prévention spécialisée en Seine-Saint-Denis*, MAGNE Josette, L'Harmattan, coll. Travail du social.
- 2008 – *De la place des jeunes filles dans les quartiers populaires*, CLAIR Isabelle, Profession Banlieue, coll. Les Après-midi.
- 2007 – *Filles-garçons. Des rapports de genre à construire*, DEVILLE Julie, DOUAIRE-MARSAUDON Françoise, LALEM Fatima, LE CLERC Sylviane, LESOURD Serge, RONAI Ernestine, Profession Banlieue, coll. Les Actes des rencontres.
- 2007 – *Filles, garçons et pratiques scolaires. Des lycéens à l'accompagnement scolaire*, DEVILLE Julie, L'Harmattan, coll. Anthropologie critique.
- 2006 – *Recueil d'outils pour la prévention des comportements sexistes dans les relations filles-garçons*, DOUAIRE-MARSAUDON Françoise, Observatoire départemental des violences envers les femmes de la Seine-Saint-Denis.
- 2005 – *Filles et garçons au collège*, La Parole errante, Observatoire départemental des violences envers les femmes de la Seine-Saint-Denis.
- 2005 – *Jeunes des quartiers populaires. Construction de l'identité, image et autonomie*, AVENEL Cyprien, CICCHELLI Vincenzo, JIQUEL Mireille, KEBABZA Horia, PADIS Marc-Olivier, WEILL Sylvie, YANOWITZ Henri, Profession Banlieue, coll. Les Cahiers.
- 2005 – *Quand les filles ruent dans les brancards*, LEROUX Monique, Counselling intervention.
- 2003 – *Jeunes filles et garçons des quartiers: une approche des injonctions de genre*, KEBABZA Horia, WELZER-LANG Daniel, Université Toulouse – Le Mirail.
- 2003 – *Les Relations hommes femmes dans les quartiers de la politique de la ville*, Délégation interministérielle à la ville.

Articles/revues

- 2011 – « Adolescents et jeunes des quartiers: construction de soi, rapport à l'autre. Clés de lecture et initiatives », *Les Échos... des ateliers permanents du CrDsu*, n°8, décembre.
- 2009 – ROUFF Katia, « La mixité à l'épreuve des quartiers », *Lien social*, n° 939, septembre.
- 2004 – « Les filles et les garçons sont-ils éduqués ensemble? », *Diversité. Ville, École, Intégration*, n° 138, septembre.



PROFESSION BANLIEUE

CENTRE DE RESSOURCES
15, rue Catulienne
93200 Saint-Denis
Tél. : 01 48 09 26 36
Fax : 01 48 20 73 88
profession.banlieue@wanadoo.fr
www.professionbanlieue.org

AVEC LE SOUTIEN DE

- L'Acisé
- Le Conseil régional de l'Île-de-France
- La Préfecture de l'Île-de-France
- Le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis
- La Préfecture de la Seine-Saint-Denis
- Les villes et les EPCI de la Seine-Saint-Denis

École ville n°19

- Directeur de publication: Damien Bertrand.
- Retranscription de l'intervention: Nicole Fraysse.
- Texte établi par Stéphanie Barzasi.
- Bibliographie: Elsa Micouraud.

Création-Réalisation: Claire Pérono. Décembre 2015.